

Extrait du El Correo

<https://elcorreo.eu.org/Campagne-internationale-pour-demander-la-liberation-de-Milagro-Sala>

Assemblée des citoyens argentins en France

# **Campagne internationale pour demander la libération de Milagro Sala.**

- Argentine - Justice - Droits de l'homme -

Date de mise en ligne : lundi 23 janvier 2023

## **Description :**

Campagne internationale pour demander la libération de Milagro Sala. Événements, lettres et publications pour dénoncer la persécution de la leader Tupac Amaru. La lettre à Alberto Fernández et les avertissements sur l'arbitraire du pouvoir judiciaire (...) Eduardo Febbro

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

## Événements, lettres et publications pour dénoncer la persécution de la leader Tupac Amaru. La lettre à Alberto Fernández et les avertissements sur l'arbitraire du pouvoir judiciaire.

### Depuis Paris



[Milagro Sala](#) n'est pas seule. Elle dispose d'un soutien très actif en France qui adopte une double position : exiger de la justice de Jujuy et de l'État argentin la libération de cette militante emprisonnée à Jujuy, et expliquer aux Français la portée du procès et de la condamnation de Milagro Sala et des autres membres de l'[Organización Barrial Tupac Amaru](#) [1]. Ils sont toujours là, regroupés au sein de l'[Assemblée des citoyens argentins de France \(ACAF\)](#), organisant des événements, envoyant des lettres, protestant de mille façons, interpellant les autorités et, surtout, accomplissant un travail pédagogique pour expliquer « un cas qui n'est pas si facile à comprendre », reconnaît Laura Franchi, coprésidente de l'ACAF. L'organisation basée en France appartient au « Réseau international pour la liberté de Milagro Sala ». [Citoyens d'Argentine, du Brésil, du Canada, d'Espagne, des États-Unis, de Finlande, de France, d'Italie, du Royaume-Uni, de Suède et de Suisse en action pour la liberté de Milagro Sala et à consulter sur : [Twitter](#) et/ou [Facebook](#) qui, le 16 janvier, sept ans après l'arrestation de Milagro Sala à Jujuy, a envoyé une lettre au président Alberto Fernández pour demander la fin de la persécution du leader social. Le texte a été signé par 14 députés et sénateurs de 14 pays et a complété une campagne intense qui comprenait également des demandes d'intervention adressées à la Cour suprême, appelées [amicus curae](#), déposées par le leader de la gauche française Jean-Luc Mélenchon (affaire des « *pibes villeros* »).

Bien entendu, les domaines d'intervention publique de l'ACAF comprennent d'autres causes, tant judiciaires que sociales, avec la même philosophie : « défendre les conquêtes démocratiques et sociales » et alerter l'opinion publique sur les atteintes aux libertés publiques. Et s'il y a un cas qui est d'une clarté choquante, c'est celui de l'abus de Milagro Sala. Expliquer ce cas est d'autant plus difficile que les interlocuteurs européens n'acceptent pas facilement que, dans une démocratie, de véritables prisonniers politiques puissent exister. Les manifestations, les projections de films, les concerts, les lettres adressées aux dirigeants et aux partis politiques, le soutien à des initiatives telles que celle du sénateur Guillermo Snopek visant à intervenir dans le système judiciaire de Jujuy, les conférences internationales et de nombreuses autres activités font partie d'une campagne inlassable pour le respect de l'État de droit et contre l'utilisation de la justice comme arme de persécution politique. Dans son discours inaugural au Congrès national, le 10 décembre 2019, le président Alberto Fernández a déclaré : « Nous avons assisté à des persécutions indues et à des arrestations arbitraires induites par les personnes au pouvoir et passées

sous si silence par une certaine complaisance médiatique. PLUS JAMAIS une justice contaminée par les services de renseignement ». Dans le cas de Milagro Sala, ce JAMAIS PLUS reste une dette. Le gouverneur [Gerardo Morales](#) [province de Jujuy] fait et défait à sa guise.

## Alors comment aller plus loin dans la défense d'une cause ?

Parmi les nombreuses initiatives prises par l'ACAF, celle qui a eu le plus grand impact éducatif et médiatique est peut-être [la tribune](#) [Voir fichier joint plus bas] publiée dans le journal du soir Le Monde le 16 janvier. Le prestige de ce journal et sa large diffusion garantissent l'impact d'un texte clair signé par des auteurs français et argentins (Alicia Dujovne Ortiz, écrivain et auteur du livre « *Milagro Sala, la chispa de un Pueblo* » ; Laura Franchi, co-présidente de l'ACAF, Geneviève Garrigos, Conseillère de Paris et ancienne présidente d'*Amnesty International*, Elizabeth Nicoli, co-présidente de l'[Alliance des femmes pour la démocratie](#), Sophie Thonon-Wesfreid, avocate et présidente de l'[Association France-Amérique latine \(FAL\)](#), Christine Villeneuve, co-éditrice des *Éditions des femmes*). L'idée de rédiger cette tribune est née d'une question que Laura Franchi, co-présidente de l'ACAF, résume ainsi : « elle est née face au manque de réaction et d'une question. D'une certaine manière, nous nous sommes dit : que faisons-nous, que pouvons-nous faire ? Heureusement, nous avons pu publier la tribune. L'idée, en fait, est venue d'un groupe de femmes qui travaillent depuis longtemps ».

Le texte clarifie le contexte dans lequel Milagro Sala a été arrêtée et condamnée. Ce contexte est celui du « détournement de la justice à des fins personnelles et politiques », une sorte de « guerre juridique caractérisée par une succession de procès montés de toutes pièces et fondés sur des accusations multiples, la nomination de juges modifiant ainsi la composition des tribunaux locaux, et la corruption de témoins. En résumé, fut utilisée la méthodologie de la « *lawfare* » ( guerre juridique) qui a fait tant de ravages en Argentine et qui s'est focalisée sur Milagro Salas parce que la militante a fait ce que les autorités n'ont pas été capables de faire. En ce sens, la tribune rappelle que « toutes les promesses de progrès social qui n'ont pas été tenues par les gouvernements provinciaux et nationaux ont été réalisées par Milagro Sala et Tupac-Amaru ». Il n'est donc pas surprenant que le gouvernement de Gerardo Morales, « avec le soutien du gouvernement national de Mauricio Macri et des secteurs les plus riches de l'économie, ait voulu mettre fin à l'exemple d'autogestion de sa province ».

La tribune dénonce l'ensemble du réseau provincial dirigé par Gerardo Morales et, aussi, ce qui se cache derrière cette condamnation : « Milagro est victime du racisme des classes aisées et des ambitions personnelles du gouverneur Gerardo Morales, son ennemi juré, qui voit en elle une véritable rivale ». La conséquence de cette histoire farfelue est que « Milagro Sala est aujourd'hui l'une des plus anciennes prisonnières politiques d'Amérique Latine. Sa santé, déjà fragile en raison d'années d'emprisonnement, s'est récemment aggravée à la suite d'une thrombose à la jambe gauche, pour laquelle elle s'est vu refuser tout traitement hospitalier ».

Les signataires apportent également une précision importante : les liens entre la province de Jujuy et la France. L'extraction du lithium dans la province a été réalisée grâce à « des fonds étrangers, notamment français »[Voir précision : « Cette province argentine n'est pas dénuée de liens avec la France : le gouverneur y a notamment autorisé l'extraction de lithium et d'autres projets nuisibles à l'environnement et à la santé des populations, sans l'accord pourtant obligatoire des communautés locales, opérations financées par des fonds étrangers - et en particulier français ».] . La tribune appelle donc le gouvernement français à « entreprendre une action humanitaire auprès du gouvernement argentin pour obtenir sa libération, comme il l'a déjà fait dans des situations similaires ».

Laura Franchi explique à Página/12 que, bien que la question de Milagro Sala « est un peu compliquée, au début il était très difficile de l'introduire, de plus en plus de personnes en France s'y intéressent. Vous voyez comment des gens comme Mauricio Macri et d'autres sont libres et vont partout dans le monde et ils ne sont pas condamnés ; cela

## Campagne internationale pour demander la libération de Milagro Sala.

---

éveille l'inquiétude de savoir ce qui se passe avec cette femme. Nous avons montré la particularité de l'action de Milagro Sala dans une province très pauvre, où l'État est absent, et où il existe un système féodal. Pour Laura Franchi, l'État national doit intervenir dans ce cas « pour réparer une injustice ».

L'ACAF a également envoyé une lettre à l'Internationale Socialiste avant son 26e congrès (novembre 2022), dont, de manière absurde, Gerardo Morales est membre en tant que président de l'Union civique radicale. Ni ses actions ni ses idées n'ont le moindre rapport avec les valeurs socialistes. La lettre envoyée par l'ACAF et le Réseau international pour la liberté de Milagro Sala souligne que « la longue trajectoire de l'Internationale socialiste défendant la liberté, la justice et la solidarité dans le monde est ternie par l'attitude antidémocratique et autoritaire des personnes mentionnées ci-dessus » (Gerardo Morales).



Comme pour Nelson Mandela en Afrique du Sud, ceux qui militent pour la liberté de la *jujegna* y savent que de telles luttes sont longues, incertaines, et qu'une action sans faille est nécessaire pour libérer les prisonniers politiques. Comme pour Mandela et les innombrables concerts et documentaires qui, dans le monde entier, ont été le support de sa libération, Milagro Sala requiert la même imagination et la même persévérance pour que l'on comprenne que nous sommes face à un acte de barbarie judiciaire. Il est nécessaire d'expliquer et de montrer. C'est ce qu'a fait l'ACAF avec de nombreux événements organisés en France, avec la tribune du Monde et la projection du film de Marta Valle « *Amasando Futuro* » (Pétrir le futur). Le documentaire a été présenté dans la salle « PINO SOLANAS Espacio INCAA » de l'Ambassade d'Argentine en France. Si l'écrasante injustice que subit Milagro Sala est un champ d'action très large, l'ACAF va beaucoup plus loin avec sa proximité permanente et ses actions pour les causes sociales argentines, auxquelles, comme dans le cas des *Cantinas Populares*, elle contribue matériellement. Ce ne sont pas des mots qui disparaissent, mais des actes qui construisent. À Paris, à l'*Assemblée des Citoyens Argentins en France*, il existe un exemple réel du pays dont nous rêvons : solidaire, juste, toujours éveillé, attentif aux autres, quels qu'ils soient, se levant pour défendre ceux qui, par la force, la pauvreté, la corruption ou le féodalisme, sont en marge, conscients à l'extrême que les conquêtes de la démocratie ne doivent jamais être cédées dans aucun domaine.

**Eduardo Febbro\*** depuis Paris pour [Página 12](#)

[Página 12](#). Buenos Aires, le 23 janvier 2023

**Eduardo Febbro.** Correspondant du quotidien argentin *Página 12* et journaliste de RFI à Paris.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diáspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

**Complemento de Información :**

[MILAGRO SALA ET « LAS COPAS DE LECHE » \(VERRES DE LAIT\)](#)

par [Assemblée de Citoyens Argentins en France](#)

La Tupac continue, comme il y a 25 ans, à assurer la distribution d'un repas quotidien à des milliers d'enfants dans les 152 Copas de Leche (...) [Lire la suite](#)

[CARTA ENTREGADA AL PRESIDENTE ALBERTO FERNÁNDEZ - INDULTO PARA MILAGRO SALA](#) «

**Asamblea Permanente por los Derechos Humanos (APDH Nacional)** »Buenos Aires, 12 de enero de 2023

[El Correo de la Diáspora](#). Paris, le 23 janvier 2023.

Cette <spanxmlns:dct="http://purl.org/dc/terms/" href="http://purl.org/dc/dcmitype/Text" rel="dct:type">création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de [www.elcorreo.eu.org](http://www.elcorreo.eu.org)

---

[1] L'**Organización Barrial Túpac Amaru** est un groupement politique argentin principalement issu de la province de Jujuy, bien qu'il ait d'autres branches dans 15 des 23 provinces argentines. Elle a été fondé par la scission d'une partie de l'organisation CTA par le leader argentin Milagro Sala. Elle compte actuellement quelque 150 000 membres et environ 4 500 travailleurs.